



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 57.984/2/V
du 7 septembre 2015

advies 57.984/2/V
van 7 september 2015

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de Bruxelles-
Capitale 'relative à la reprise
des activités des Comités
d'acquisition d'immeubles par
la Région de
Bruxelles-Capitale'

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'betreffende de overname van
de activiteiten van de Comités
tot aankoop van onroerende
goederen door het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 23 juillet 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 8 septembre 2015, sur un avant-projet d'ordonnance 'relative à la reprise des activités des Comités d'acquisition d'immeubles par la Région de Bruxelles-Capitale'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 7 septembre 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2015.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 23 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege ^(*) verlengd tot 8 september 2015, een advies te verstrekken, over een voorontwerp van ordonnantie 'betreffende de overname van de activiteiten van de Comités tot aankoop van onroerende goederen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2015.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Comme le fait apparaître l'exposé des motifs, l'avant-projet tend à mettre en œuvre la compétence que l'article 6^{quinquies} de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'¹, inséré par la loi spéciale du 6 janvier 2014, attribue à la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette disposition est rédigée comme suit :

« Dans les limites de leurs compétences, les Communautés et les Régions sont compétentes pour déterminer qui peut authentifier des actes à caractère immobilier auxquels est partie une Communauté, une Région, un pouvoir subordonné tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, VIII, un centre public d'aide sociale, ou une entité soumise au contrôle ou à la tutelle administrative d'une desdites autorités ou une filiale de cette entité, ainsi que des actes relatifs à l'organisation et à l'administration interne d'une entité soumise au contrôle ou à la tutelle administrative d'une ou de plusieurs desdites autorités ou d'une filiale de cette entité ».

Il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale du 6 janvier 2014 que la disposition citée confère tout particulièrement aux communautés et aux régions le pouvoir de régler, chacune pour ce qui la concerne, les attributions exercées par les comités d'acquisition d'immeubles².

Ceci explique que l'ordonnance en projet soit présentée, dans son intitulé, comme étant

« relative à la reprise des activités des comités d'acquisition d'immeubles par la Région de Bruxelles-Capitale »

et que, selon l'article 3, alinéa 1^{er}, les agents désignés en application de l'ordonnance soient chargés d'

« [exercer] les activités des comités d'acquisition d'immeubles en Région de Bruxelles-Capitale ».

¹ Combiné avec l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

² *Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2232/1, pp. 160 à 165.

Comme le soulignent les travaux préparatoires de la loi spéciale du 6 janvier 2014, c'est chacune dans le domaine de leurs compétences propres que les communautés et les régions ont le pouvoir de régler les attributions des comités d'acquisition d'immeubles³. Il en résulte qu'*a priori* la Région de Bruxelles-Capitale ne peut régler les attributions exercées par les comités d'acquisition d'immeubles que dans la mesure où c'est elle-même ou une autorité dont elle a le pouvoir de régler l'organisation qui bénéficie de leurs services.

En tenant compte de ces éléments, il y a lieu d'observer ce qui suit en ce qui concerne les autorités susceptibles de bénéficier des services des agents qui seront désignés, en vertu de l'ordonnance en projet, pour exercer les activités des comités d'acquisition d'immeubles :

1. Parmi les autorités susceptibles de bénéficier des services des agents désignés pour exercer les activités des comités d'acquisition d'immeubles, l'avant-projet cite « les pouvoirs subordonnés »⁴.

Dans la mesure où, ce faisant, il vise les pouvoirs subordonnés dont l'organisation relève de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980⁵ – ce qui est notamment le cas des communes –, il n'appelle pas d'objection.

Mais l'expression « pouvoirs subordonnés », non autrement précisée, désigne ou peut aussi désigner d'autres autorités dont l'organisation n'est pas de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale. Ainsi par exemple en va-t-il des zones de police, dont l'organisation est de compétence fédérale⁶, ou des centres publics d'action sociale, dont, dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'organisation ressortit à la compétence de la Commission communautaire commune⁷.

Pour éviter toute critique, l'avant-projet gagnerait à être revu, là où il fait mention des pouvoirs subordonnés, pour préciser qu'il s'agit des pouvoirs subordonnés dont l'organisation relève de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. L'avant-projet cite aussi, parmi les autorités susceptibles de bénéficier des services des agents désignés pour exercer les activités des comités d'acquisition d'immeubles, « tout pouvoir public ou organisme public investi du droit d'exproprier »⁸.

Si l'intention était de viser par là uniquement, outre la Région de Bruxelles-Capitale, des autorités investies du droit d'exproprier dont celle-ci a le pouvoir de régler l'organisation, le texte n'appellerait pas d'observation quant à la compétence de la Région

³ *Ibid.*

⁴ Article 5, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2, et article 8, § 2, alinéa 1^{er}.

⁵ Combiné avec l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

⁶ Article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, quatrième tiret, de la loi spéciale du 8 août 1980.

⁷ Article 5, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, et article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

⁸ Article 5, § 2, alinéa 1^{er}, et article 8, § 2, alinéa 1^{er}.

de Bruxelles-Capitale. Mais l'utilité du texte ainsi compris serait alors très réduite et peut-être même inexistante dès lors que l'avant-projet utilise par ailleurs, pour désigner les autorités susceptibles de bénéficier des services des agents chargés d'exercer les activités des comités d'acquisition d'immeubles, d'autres expressions⁹ permettant déjà de couvrir très largement les autorités investies du droit d'exproprier dont la Région de Bruxelles-Capitale a le pouvoir de régler l'organisation.

Quoi qu'il en soit, la Région de Bruxelles-Capitale n'est, *a priori*, pas compétente pour mettre en place un dispositif permettant à des autorités dont elle n'a pas le pouvoir de régler l'organisation de recourir aux services des agents désignés par elle pour exercer les activités des comités d'acquisition d'immeubles.

Ceci étant, comme l'a déjà relevé la section de législation du Conseil d'État¹⁰, rien ne s'oppose à ce que la Région de Bruxelles-Capitale et une autre autorité disposant de la compétence de régler les attributions exercées par les comités d'acquisition d'immeubles s'accordent pour prévoir que les agents désignés par la Région de Bruxelles-Capitale en vue d'exercer les activités des comités d'acquisition d'immeubles exercent celles-ci au nom et pour le compte de cette autre autorité et des institutions qui en relèvent.

À lire le commentaire de l'article 6 que fournit l'exposé des motifs, la volonté de l'auteur de l'avant-projet est, du reste, en ce sens qu'

« en cas d'accord entre l'une ou l'autre communauté et la Région de Bruxelles-Capitale, chacune exerçant ses compétences législatives propres, les agents désignés puissent au besoin se prévaloir des dispositions de la présente ordonnance pour rencontrer les souhaits des communautés ».

En d'autres termes, les agents désignés en vertu de l'ordonnance en projet seraient habilités à exercer les attributions que leur confère celle-ci au nom et pour le compte de la communauté qui le souhaiterait ou d'une institution qui en relève.

On note, à cet égard, que la Communauté française a adopté, le 15 mai 2015, un décret tendant, précisément, à habilitier les agents de la Région de Bruxelles-Capitale « désignés en qualité de commissaire ou de président de comité d'acquisition » à exercer leurs attributions au nom et pour le compte de la Communauté française et des institutions qui en relèvent.

L'adoption en parallèle de ce décret et de l'ordonnance en projet permettrait ainsi aux agents désignés en vertu de celle-ci d'exercer leurs attributions au nom et pour le compte de la Communauté française et des institutions qui en relèvent.

⁹ « Tout pouvoir subordonné » et « toute entité soumise au contrôle ou à la tutelle administrative de la Région de Bruxelles-Capitale ».

¹⁰ Voir l'avis 57.334/2 donné le 21 avril 2015 sur une proposition devenue le décret de la Communauté française du 15 mai 2015 'habilitant les administrations publiques de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale à réaliser des opérations patrimoniales pour le compte de la Communauté française et des entités qui en dépendent' (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2014-2015, n° 92/3).

Dans l'avis qu'elle a donné sur la proposition devenue le décret de la Communauté française du 15 mai 2015, la section de législation du Conseil d'État a observé qu'une telle manière de procéder était concevable. Elle a cependant ajouté qu'un autre procédé, consistant dans la conclusion d'un accord de coopération, à soumettre à l'assentiment des législateurs concernés, ou dans l'adoption d'un décret et d'une ordonnance conjoints, fournirait incontestablement beaucoup plus de garanties de sécurité juridique ¹¹. Cette observation ne peut qu'être réitérée à propos du présent avant-projet.

3. L'avant-projet cite, parmi les autorités susceptibles de bénéficier des services des agents désignés pour exercer les activités des comités d'acquisition d'immeubles, « les entités soumises au contrôle ou à la tutelle administrative de la Région de Bruxelles-Capitale » ¹².

Par contre, alors que l'article 6quinquies de la loi spéciale du 8 août 1980 lui en reconnaît expressément la compétence, il ne fait pas état des filiales de ces entités.

Il résulte des explications des délégués du ministre que cette omission n'est pas intentionnelle.

L'avant-projet sera complété en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 4

1. Les articles 20, 68, 69 et 87, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 ¹³ s'opposent à ce que le législateur attribue directement certaines missions d'exécution à un ministre.

Il appartient en effet au pouvoir exécutif de régler le fonctionnement et l'organisation de ses services.

La disposition à l'examen doit donc être revue pour habilitier le Gouvernement à désigner les agents chargés d'appliquer l'ordonnance en projet, le Gouvernement pouvant éventuellement déléguer cette tâche à l'un de ses membres.

2. Selon l'exposé des motifs,

« [d]ans le présent projet d'ordonnance, le terme 'agent' désigne aussi bien les agents contractuels que les agents statutaires ».

¹¹ *Ibid.*

¹² Article 5, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2, et article 8, § 2, alinéa 1^{er}.

¹³ Les articles 8, 36 et 40 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 rendent ces dispositions applicables à la Région de Bruxelles-Capitale.

Dès lors que, dans certaines de leurs missions, en particulier l'authentification d'actes, les agents désignés pour appliquer l'ordonnance en projet sont amenés à exercer une parcelle de la puissance publique, le dispositif gagnerait à refléter expressément cette intention.

À cette fin, le texte précisera que c'est parmi les agents contractuels et les agents statutaires que le Gouvernement désigne les agents chargés d'appliquer l'ordonnance en projet.

3. Selon la disposition à l'examen, les agents désignés à cette fin sont habilités à

« authentifier les actes visés à l'article 6*quinquies* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et exécuter les tâches visées à l'article 5 de la présente ordonnance ».

Le procédé qui consiste à renvoyer à l'article 6*quinquies* de la loi spéciale du 8 août 1980 ne permet pas de déterminer avec toute la clarté requise quels sont exactement les actes visés par le texte.

En réalité, il résulte de l'article 6 que les actes auxquels les agents désignés à cette fin sont habilités à conférer un caractère authentique sont ceux qu'ils reçoivent en vertu de l'ordonnance en projet, à savoir ceux que mentionne l'article 5, §§ 2 et 3.

En conséquence, il serait plus simple et plus clair de rédiger la disposition à l'examen en ce sens que le Gouvernement désigne les agents chargés d'exécuter les tâches visées aux articles 5 et 6 de l'ordonnance en projet.

4. La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas quelle est la portée exacte du texte lorsqu'il indique que le ministre – lire : le Gouvernement – « détermine les fonctions des agents ainsi désignés ».

Si, ce faisant, le texte en projet entend charger le Gouvernement de prendre des dispositions emportant des effets pour les tiers, il devrait fixer à tout le moins les limites du pouvoir reconnu au Gouvernement.

Si, par contre, le texte n'a pas la portée qui vient d'être indiquée, il n'a alors d'autre objet que de rappeler, inutilement, le pouvoir qu'a le Gouvernement, en vertu de l'article 87, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980¹⁴, de régler le fonctionnement et l'organisation de ses services.

L'avant-projet sera revu en conséquence.

Article 5

1. Il résulte des explications des délégués du ministre que l'application du paragraphe 1^{er} se fera à la demande des mêmes autorités que celles indiquées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}.

¹⁴ L'article 40 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 rend cette disposition applicable à la Région de Bruxelles-Capitale.

L'avant-projet sera complété en conséquence.

2. Comme l'indique le commentaire de l'article 5 que donne l'exposé des motifs, l'intention de l'auteur de l'avant-projet est en ce sens que, lorsqu'ils agissent sur la base du paragraphe 2, les agents concernés sont compétents pour recevoir les actes visés par le texte ¹⁵.

Le dispositif gagnerait à refléter expressément cette intention.

3. Le paragraphe 3, alinéa 2, appelle les observations suivantes :

a) Selon les délégués du ministre, les mots « Sans préjudice du paragraphe 2 du présent article » tendent à insister sur le fait que l'alinéa 2 ne s'applique qu'au paragraphe 3.

Cette précision n'est pas nécessaire.

En outre, les mots « Sans préjudice du paragraphe 2 du présent article » pourraient aussi laisser entendre que, contrairement à l'intention de l'auteur du texte, il conviendrait d'appliquer cumulativement le paragraphe 2 et le paragraphe 3, alinéa 2.

Mieux vaut donc omettre ces mots.

b) De l'accord des délégués du ministre, il convient de compléter la disposition en projet pour indiquer expressément que les agents désignés à cette fin ne peuvent recevoir un acte que si l'une des autorités mentionnées par le texte les a chargés de le recevoir.

4. Le Conseil d'État n'aperçoit pas ce qu'ajoute le paragraphe 4 à ce que prévoit déjà l'article 3, alinéa 1^{er}.

Aussi, le paragraphe 4 sera soit omis, soit précisé.

Article 6

Selon l'alinéa 3,

« les actes seront légalisés lorsque cette formalité est exigée pour valoir hors du territoire de la Belgique ».

Interrogés sur la portée de cette disposition, les délégués du ministre ont fourni l'explication suivante :

« L'intention n'est nullement d'établir de nouvelles normes en matière de légalisation des actes.

Cette disposition est un simple rappel de l'obligation de respecter les normes internationales en vigueur (notamment la Convention d'Apostille) sur la légalisation des actes dans les cas (certes exceptionnels) où ces actes devraient être rendus exécutoires hors du territoire de la Belgique. La procédure visée est celle de la légalisation par le

¹⁵ Ce qui implique, conformément à l'article 6, alinéa 1^{er}, qu'ils sont habilités à conférer à ces actes un caractère authentique.

Service Public Fédéral des Affaires Étrangères, lequel est compétent aux fins de légaliser ».

Un texte de portée normative n'a pas à rappeler l'obligation de respecter des règles préexistantes.

En outre, au vu des explications des délégués du ministre, il n'apparaît pas que l'alinéa 3 ait pour objet d'énoncer de nouvelles règles.

Cet alinéa sera donc omis.

Article 7

1. Formulé en ce sens que « tous les agents désignés sur la base des dispositions de la présente ordonnance sont habilités à accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation efficace et complète de leur mission », le paragraphe 1^{er} énonce une règle qui, ou bien va de soi, ou bien manque de précision si l'intention est de doter les agents concernés de prérogatives particulières à l'égard de tiers.

Le paragraphe 1^{er} sera donc soit omis, soit précisé.

2. Le paragraphe 2 doit être revu pour tenir compte des observations suivantes :

a) Les obligations prévues par l'alinéa 1^{er} sont imposées, notamment, à « toute autorité publique ».

Le commentaire de l'article 7 que donne l'exposé des motifs précise que sont entre autres visées, à ce titre, les autorités communautaires ou fédérales.

Ceci ne peut être admis. Eu égard au principe de l'autonomie respective de l'autorité fédérale, des communautés et des régions, la Région de Bruxelles-Capitale ne peut en effet imposer unilatéralement des obligations à des autorités relevant d'autres niveaux de pouvoirs que le sien.

b) L'alinéa 2 habilite le Gouvernement à « imposer des sanctions » en cas de non-respect des obligations imposées par l'alinéa 1^{er}.

Selon les délégués du ministre, ces sanctions consisteraient en des amendes administratives.

Il incombe au législateur d'établir, à tout le moins, les règles essentielles en la matière.

c) L'alinéa 4 est inutile dès lors que les autorités qu'il cite constituent des « autorités publiques » déjà visées par l'alinéa 1^{er}.

Article 8

En vertu de l'article 82, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 ¹⁶,

« [...] le Gouvernement représente [...] la Région dans les actes judiciaires et extrajudiciaires. Elle est citée au cabinet du président du Gouvernement. Les actions de [...] la Région, visées au présent article, en demandant ou en défendant, sont exercées au nom du Gouvernement, poursuites et diligences du membre désigné par celui-ci ».

Il n'appartient donc pas au législateur de prévoir, comme l'envisage le paragraphe 1^{er} de la disposition à l'examen, que « tout fonctionnaire de Bruxelles Fiscalité peut assurer la comparution en personne au nom de la Région de Bruxelles-Capitale » dans le cadre de procédures en justice.

C'est au Gouvernement ou, le cas échéant, au ministre concerné qu'il appartient de décider de déléguer ou de subdéléguer ses pouvoirs en la matière à des fonctionnaires.

Le paragraphe 1^{er} de la disposition à l'examen sera donc omis.

Article 10

Suivant l'article à l'examen,

« dans l'intérêt du service, les agents désignés sur la base des dispositions de la présente ordonnance peuvent recourir à des prestataires privés pour accomplir tout ou partie de leurs tâches ».

Comme l'ont confirmé les délégués du ministre, le recours à des prestataires extérieurs se ferait en appliquant la législation sur les marchés publics.

Le texte en projet ne fixe aucune limite tenant à la nature des tâches pour lesquelles il pourrait ainsi être recouru à des prestataires privés. De ce fait, il est critiquable en ce qu'il pourrait conduire les agents désignés sur la base de l'ordonnance en projet à recourir à des prestataires privés pour accomplir des tâches comportant l'exercice d'une parcelle de la puissance publique, comme tel est particulièrement le cas de l'authentification d'actes. Toutefois, les délégués du ministre ont expliqué qu'en ce qui concerne la réception d'actes authentiques, l'intention était, en cas de recours à des prestataires extérieurs, d'en confier la charge à des notaires. Or, ceux-ci sont des officiers publics et non pas de simples « prestataires privés ».

En tout état de cause, une disposition législative n'est pas nécessaire pour prévoir qu'une administration peut, en appliquant la législation sur les marchés publics, recourir à des prestataires extérieurs. Une telle disposition n'ajoute rien à l'ordonnancement juridique.

Mieux vaut donc omettre l'article 10.

¹⁶ L'article 38 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 rend cette disposition applicable à la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 11

Dans l'alinéa 1^{er}, pour la même raison que celle indiquée dans l'observation 1 formulée sur l'article 4, les mots « ministre des finances et du budget » seront remplacés par le mot « Gouvernement ».

Article 12

Selon la disposition à l'examen, le Gouvernement « arrête toute modalité nécessaire pour l'exécution de la présente ordonnance ».

Ce faisant, le texte en projet ne semble pas avoir d'autre objet que de rappeler qu'en vertu de l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980¹⁷, il incombe au Gouvernement d'adopter les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des ordonnances. Un tel rappel est inutile et doit être omis.

Si l'intention est de conférer au Gouvernement une ou plusieurs habilitations particulières qui dépassent l'adoption des seules mesures nécessaires pour l'exécution de l'ordonnance en projet, il appartient au législateur de définir précisément l'objet de ces habilitations et leurs limites, lesdites habilitations ne pouvant être trop larges ni trop floues.

Le texte sera revu en conséquence.

Article 13

Selon la disposition à l'examen, l'ordonnance en projet produirait rétroactivement ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Il est rappelé que la rétroactivité d'un texte législatif ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de pouvoir justifier que ces conditions sont respectées en l'espèce.

Si tel était le cas, dès lors que l'ordonnance en projet produirait ses effets le 1^{er} janvier 2015, il n'y aurait pas lieu d'indiquer qu'elle entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

¹⁷ L'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 rend cette disposition applicable à la Région de Bruxelles-Capitale.

OBSERVATION FINALE

L'ordonnance en projet implique que soient abrogés l'arrêté royal du 3 novembre 1960 'relatif aux comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'État, des organismes de l'État et des organismes dans lesquels l'État a un intérêt prépondérant', ainsi que l'article 61 de la loi-programme du 6 juillet 1989¹⁸.

On observera aussi que l'ordonnance du 19 juillet 1990 'habilitant l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, à réaliser certaines opérations patrimoniales, pour compte de la Région de Bruxelles-Capitale et des organismes d'intérêt public' a aujourd'hui perdu sa raison d'être en tant qu'elle envisageait l'hypothèse d'un recours aux services des comités d'acquisition d'immeubles relevant de l'autorité fédérale. Il y aurait donc lieu de déterminer le sort à réserver à cette ordonnance.

Enfin, il conviendrait encore de fixer le sort à réserver à des dispositions législatives qui – tel par exemple l'article 75 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire – prévoient et règlent de manière particulière l'intervention des comités d'acquisition d'immeubles dans la sphère des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale.

*

¹⁸ Cette abrogation ne s'appliquerait bien entendu que dans la sphère des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Zoals uit de memorie van toelichting blijkt, strekt het voorontwerp ertoe de bevoegdheid ten uitvoer te leggen die bij artikel 6*quinquies* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’,¹ ingevoegd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014, aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgedragen.

Die bepaling luidt als volgt:

“Binnen de grenzen van hun bevoegdheden zijn de gemeenschappen en de gewesten bevoegd om te bepalen wie handelingen met een onroerend karakter kan authenticeren, waarbij een gemeenschap, een gewest, een ondergeschikt bestuur bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een entiteit die aan de controle of het administratief toezicht van een van de voornoemde overheden onderworpen is of een dochterentiteit van deze entiteit, partij is, alsook handelingen kan authenticeren betreffende de organisatie en het interne bestuur van een entiteit die onderworpen is aan de controle of het administratief toezicht van een of meerdere van de voornoemde overheden of van een dochterentiteit van deze entiteit.”

Uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 blijkt dat bij de geciteerde bepaling inzonderheid aan de gemeenschappen en de gewesten de bevoegdheid wordt opgedragen, ieder wat hem betreft, de bevoegdheden te regelen die door de comités tot aankoop van onroerende goederen worden uitgeoefend.²

Dat verklaart dat de ontworpen ordonnantie luidens het opschrift ervan betrekking heeft op

“de overname van activiteiten van de comités tot aankoop van onroerende goederen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”,

en dat de personeelsleden, aangewezen met toepassing van de ordonnantie, luidens artikel 3, eerste lid, ermee belast worden

“de activiteiten van de Comités tot aankoop van onroerende goederen uit te[oefenen] in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”.

¹ Gelezen in samenhang met artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.

² *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/1, 160-165.

Zoals in de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 wordt opgemerkt, kunnen de gemeenschappen en de gewesten binnen de grenzen van hun eigen bevoegdheden de bevoegdheden regelen van de comités tot aankoop van onroerende goederen.³ Daaruit volgt dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest deze bevoegdheden *a priori* alleen kan regelen in zoverre dat gewest zelf, of een overheid waarvan het krachtens zijn bevoegdheid de organisatie kan regelen, een beroep kan doen op de diensten van die comités.

Gelet op die gegevens, moet het volgende worden opgemerkt met betrekking tot de overheden die een beroep kunnen doen op de diensten van de personeelsleden die krachtens de ontworpen ordonnantie worden aangewezen om de activiteiten van de comités tot aankoop van onroerende goederen uit te oefenen:

1. Bij de overheden die een beroep kunnen doen op de diensten van de personeelsleden die krachtens de ontworpen ordonnantie zijn aangewezen om de activiteiten van de comités tot aankoop van onroerende goederen uit te oefenen, vermeldt het voorontwerp de “ondergeschikte besturen”.⁴

In zoverre het voorontwerp aldus verwijst naar de ondergeschikte besturen waarvan de organisatie krachtens artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980⁵ onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest valt – wat inzonderheid het geval is voor de gemeenten –, levert dat geen bezwaren op.

Maar de uitdrukking “ondergeschikte besturen”, zonder nadere precisering, verwijst of kan ook verwijzen naar andere overheden waarvan de organisatie niet onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest valt. Dat geldt bijvoorbeeld voor de politiezones, waarvan de organisatie een federale bevoegdheid is,⁶ of voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, waarvan de organisatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie moet worden geregeld.⁷

Om iedere kritiek te voorkomen, zouden de passages van het voorontwerp die melding maken van de ondergeschikte besturen, aldus moeten worden herzien dat aan gegeven wordt dat het gaat om de ondergeschikte besturen waarvan de organisatie onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest valt.

2. Bij de overheden die een beroep kunnen doen op de diensten van de personeelsleden die zijn aangewezen om de activiteiten van de comités tot aankoop van onroerende goederen uit te oefenen, vermeldt het voorontwerp ook “elke overheidsdienst of openbare instelling met bevoegdheid tot onteigening”.⁸

³ *Ibid.*

⁴ Artikel 5, § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, en artikel 8, § 2, eerste lid.

⁵ Gelezen in samenhang met artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

⁶ Artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, vierde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

⁷ Artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, en artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

⁸ Artikel 5, § 2, eerste lid, en artikel 8, § 2, eerste lid.

Indien het de bedoeling was om aldus, behalve naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, enkel naar overheden met bevoegdheid tot onteigening te verwijzen waarvan de organisatie onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest valt, zou de tekst geen aanleiding geven tot opmerkingen over de bevoegdheid van dat gewest. Maar in die lezing zou de tekst slechts heel weinig nut of zelfs helemaal geen nut hebben, aangezien de overheden die een beroep kunnen doen op de diensten van de personeelsleden die zijn aangewezen om de activiteiten van de comités tot aankoop van onroerende goederen uit te oefenen, elders in het voorontwerp met andere uitdrukkingen worden aangeduid⁹ die in zeer ruime mate ook gebruikt kunnen worden voor de overheden met bevoegdheid tot onteigening waarvan de organisatie onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest valt.

Hoe dan ook is het Brussels Hoofdstedelijk Gewest *a priori* niet bevoegd om een regeling vast te stellen waarbij aan overheden waarvan het de organisatie niet kan regelen, wordt toegestaan gebruik te maken van de diensten van de personeelsleden die het heeft aangewezen om de activiteiten van de comités tot aankoop van onroerende goederen uit te oefenen.

Met dat al staat, zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State al heeft opgemerkt,¹⁰ niets eraan in de weg dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en een andere overheid die bevoegd is om de bevoegdheden van de comités tot aankoop van onroerende goederen te regelen, in onderlinge overeenstemming bepalen dat de personeelsleden die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn aangewezen om de activiteiten van de comités tot aankoop van onroerende goederen uit te oefenen, die activiteiten uitoefenen in naam en voor rekening van die andere overheid en van de instellingen die daaronder ressorteren.

Luidens de bespreking van artikel 6 in de memorie van toelichting, streeft de steller van het voorontwerp er overigens naar dat

“indien het zo overeengekomen is door de gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, elk wat voor (lees: voor wat) betreft hun eigen bevoegdheid, de aangewezen personeelsleden een beroep kunnen doen op de bepalingen van dit besluit om aan de wensen van de gemeenschappen te voldoen”.

De personeelsleden die krachtens de ontworpen ordonnantie worden aangewezen, zouden met andere woorden gemachtigd zijn om de bevoegdheden die hun bij deze ordonnantie worden verleend, uit te oefenen in naam en voor rekening van de gemeenschap die zulks wenst, of van een instelling die onder die gemeenschap ressorteert.

In dat verband wordt opgemerkt dat de Franse Gemeenschap op 15 mei 2015 een decreet heeft aangenomen dat er net toe strekt de personeelsleden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest “aangesteld als commissaris of voorzitter van het aanschaffingscomité” te machtigen hun bevoegdheden uit te oefenen in naam en voor rekening van de Franse Gemeenschap en van de instellingen die daaronder ressorteren.

⁹ “Elk ondergeschikt bestuur” en “elke entiteit die aan de controle of het administratief toezicht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (...) onderworpen is”.

¹⁰ Zie advies 57.334/2, op 21 april 2015 gegeven over een voorstel dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2015 ‘waarbij de overheidsbesturen van het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ertoe worden gemachtigd vermogensverrichtingen uit te voeren voor rekening van de Franse Gemeenschap en de entiteiten die eronder ressorteren’ (*Parl.St. Fr.Parl.* 2014-15, nr. 92/3).

De nagenoeg gelijktijdige aanneming van dat decreet en van de voorliggende ordonnantie zou er aldus voor kunnen zorgen dat de personeelsleden die krachtens die ordonnantie worden aangewezen, hun bevoegdheden uitoefenen in naam en voor rekening van de Franse Gemeenschap en de instellingen die daaronder ressorteren.

In haar advies over het voorstel dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2015 heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State opgemerkt dat die handelwijze aanvaardbaar is. Ze heeft er echter aan toegevoegd dat de rechtszekerheid stellig veel beter zou worden gewaarborgd door een andere werkwijze, die bestaat in het sluiten van een samenwerkingsakkoord, waarmee de betrokken wetgevers moeten instemmen, of in het aannemen van een gezamenlijk decreet en ordonnantie.¹¹ Met betrekking tot dit voorontwerp kan die opmerking alleen maar herhaald worden.

3. Onder de overheden die een beroep kunnen doen op de diensten van de personeelsleden die zijn aangewezen om de activiteiten van de comités tot aankoop van onroerende goederen uit te oefenen, vermeldt het voorontwerp “elke entiteit die aan de controle of het administratief toezicht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onderworpen is”.¹²

Het voorontwerp maakt echter geen gewag van de dochterentiteiten van die entiteiten, terwijl artikel 6*quinquies* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 die bevoegdheid uitdrukkelijk verleent aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Uit de toelichtingen van de gemachtigden van de minister blijkt dat het niet de bedoeling was die mogelijkheid onvermeld te laten.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 4

1. De artikelen 20, 68, 69 en 87, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980¹³ staan eraan in de weg dat de wetgever bepaalde uitvoeringstaken rechtstreeks aan een minister opdraagt.

Het staat immers aan de uitvoerende macht om de werkwijze en de organisatie van haar diensten te regelen.

¹¹ *Ibid.*

¹² Artikel 5, § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, en artikel 8, § 2, eerste lid.

¹³ Bij de artikelen 8, 36 en 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 zijn die bepalingen van toepassing verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De voorliggende bepaling moet dan ook aldus worden herzien dat de Regering gemachtigd wordt personeelsleden aan te wijzen die de ontworpen ordonnantie moeten toepassen, met dien verstande dat de Regering die taak eventueel aan een van haar leden kan delegeren.

2. De memorie van toelichting bevat de volgende passage:

“In dit ontwerp van ordonnantie omvat de notie ‘personeelsleden’ zowel de contractuele personeelsleden als de statutaire personeelsleden.”

Aangezien de personeelsleden die zijn aangewezen om de ontworpen ordonnantie toe te passen, bij sommige van hun taken, inzonderheid bij de authenticatie van handelingen, een onderdeel van de openbare macht moeten uitoefenen, zou het dispositief die bedoeling uitdrukkelijk moeten weergeven.

Daartoe moet in de tekst worden aangegeven dat de personeelsleden die de ontworpen ordonnantie moeten toepassen door de Regering, onder de contractuele en de statutaire personeelsleden worden aangewezen.

3. De personeelsleden die daartoe worden aangewezen, worden luidens de voorliggende bepaling gemachtigd om

“de handelingen bedoeld in artikel 6*quinquies* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen te authenticeren en om de taken bedoeld in artikel 5 van deze ordonnantie uit te voeren”.

Doordat wordt verwezen naar artikel 6*quinquies* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan niet met het vereiste gemak worden vastgesteld welke handelingen precies in de tekst worden bedoeld.

In feite vloeit uit artikel 6 voort dat de handelingen die de personeelsleden die daartoe zijn aangewezen mogen authenticeren, de akten zijn die ze krachtens de ontworpen ordonnantie verlijden, namelijk de akten die in artikel 5, §§ 2 en 3, worden vermeld.

Bijgevolg zou het eenvoudiger en duidelijker zijn de voorliggende bepaling zo te redigeren dat de Regering de personeelsleden aanwijst die belast zijn met de taken die in de artikelen 5 en 6 van de ontworpen ordonnantie worden vermeld.

4. De afdeling Wetgeving van de Raad van State ziet niet in wat de precieze draagwijdte is van de tekst waarin wordt gesteld dat de minister – lees: de Regering – “de functies van de zo aangewezen personeelsleden [bepaalt]”.

Indien de ontworpen tekst er aldus toe strekt de Regering op te dragen bepalingen vast te stellen die gevolgen hebben voor derden, zou hij op zijn minst de grenzen moeten bepalen van de bevoegdheid die aan de Regering wordt toegekend.

Indien de tekst daarentegen niet de hierboven aangegeven strekking heeft, doet hij niets anders dan nodeloos herhalen dat de Regering krachtens artikel 87, § 1, van de bijzondere

wet van 8 augustus 1980,¹⁴ bevoegd is de werkwijze en de organisatie van haar diensten te regelen.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 5

1. Uit de toelichtingen die de gemachtigden van de minister hebben verstrekt, volgt dat paragraaf 1 dient te worden toegepast op verzoek van dezelfde overheden als die welke worden aangegeven in paragraaf 2, eerste lid.

Het voorontwerp behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld.

2. Zoals aangegeven wordt in de bespreking van artikel 5 in de memorie van toelichting is het de bedoeling van de steller van het voorontwerp dat, wanneer de personeelsleden in kwestie handelen op basis van paragraaf 2, zij bevoegd zijn voor het verlijden van de in de tekst bedoelde akten.¹⁵

Deze bepaling zou duidelijker worden indien die bedoeling uitdrukkelijk wordt weergegeven.

3. Paragraaf 3, tweede lid, geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen:

a) Volgens de gemachtigden van de minister strekken de woorden “Onverminderd de paragraaf 2 van dit artikel” ertoe te benadrukken dat het tweede lid slechts van toepassing is op paragraaf 3.

Het is niet nodig dat te preciseren.

Bovendien zouden de woorden “Onverminderd de paragraaf 2 van dit artikel” ook de indruk kunnen wekken dat paragraaf 2 en paragraaf 3, tweede lid, samen moeten worden toegepast, in tegenstelling tot wat de bedoeling is van de steller van de tekst.

Het zou bijgevolg beter zijn die woorden te schrappen.

b) De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de ontworpen bepaling aldus moet worden aangevuld dat daarin uitdrukkelijk wordt bepaald dat de daartoe aangewezen personeelsleden slechts een akte kunnen verlijden, wanneer één van de in de tekst vermelde overheden hen ermee heeft belast die akte te verlijden.

4. Het is de Raad van State niet duidelijk wat paragraaf 4 toevoegt aan wat reeds in artikel 3, eerste lid, wordt bepaald.

¹⁴ Bij artikel 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 is die bepaling van toepassing verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

¹⁵ Dit impliceert dat zij, overeenkomstig artikel 6, eerste lid, gemachtigd zijn om aan die akten een authentiek karakter te verlenen.

Het vierde lid moet dan ook hetzij geschrapt, hetzij verduidelijkt worden.

Artikel 6

Het derde lid luidt als volgt:

“De akten worden gelegaliseerd wanneer deze formaliteit vereist is om ze te laten gelden buiten het Belgisch grondgebied.”

Gevraagd naar de draagwijdte van die bepaling hebben de gemachtigden van de minister de volgende toelichting verstrekt:

“L'intention n'est nullement d'établir de nouvelles normes en matière de légalisation des actes.

Cette disposition est un simple rappel de l'obligation de respecter les normes internationales en vigueur (notamment la Convention d'Apostille) sur la légalisation des actes dans les cas (certes exceptionnels) où ces actes devraient être rendus exécutoires hors du territoire de la Belgique. La procédure visée est celle de la légalisation par le Service Public Fédéral des Affaires Étrangères, lequel est compétent aux fins de légaliser.”

In een normatieve tekst behoort er niet aan te worden herinnerd dat reeds bestaande regels moeten worden nageleefd.

Gelet op de uitleg die de gemachtigden van de minister hebben verstrekt, is het bovendien niet duidelijk dat het derde lid ertoe strekt nieuwe regels vast te stellen.

Dat lid moet dan ook worden weggelaten.

Artikel 7

1. Doordat paragraaf 1 aldus gesteld is dat “alle op basis van de bepalingen van deze ordonnantie aangewezen personeelsleden [...] gemachtigd [zijn] om alle noodzakelijke of nuttige handelingen te verrichten met het oog op een efficiënte en volledige afhandeling van hun opdracht”, wordt daarin een regel vastgesteld die hetzij vanzelfsprekend, hetzij onduidelijk is, als het de bedoeling is de betrokken personeelsleden bijzondere voorrechten ten aanzien van derden te verlenen.

Paragraaf 1 moet dan ook hetzij geschrapt, hetzij verduidelijkt worden.

2. Paragraaf 2 moet worden herzien rekening houdend met de volgende opmerkingen:

a) De in het eerste lid bepaalde verplichtingen worden onder meer opgelegd aan “elke overheid”.

In de bespreking van artikel 7 in de memorie van toelichting wordt verduidelijkt dat aldus onder meer wordt verwezen naar de overheden van de gemeenschappen of naar de federale overheden.

Dat kan niet worden toegestaan. Gelet op het beginsel van de wederzijdse autonomie van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten, kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest immers niet eenzijdig verplichtingen opleggen aan overheden die onder andere bevoegdheidsniveaus ressorteren.

b) In het tweede lid wordt de regering gemachtigd om “sancties vast te stellen” in geval de in het eerste lid opgelegde verplichtingen niet worden nageleefd.

Volgens de gemachtigden van de minister zouden die sancties moeten neerkomen op administratieve geldboetes.

De wetgever behoort op zijn minst de essentiële regels ter zake vast te leggen.

c) Het vierde lid is overbodig, aangezien de daarin vermelde overheden de “overheden” zijn waarvan reeds sprake is in het eerste lid.

Artikel 8

Krachtens artikel 82, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980¹⁶

“[...] vertegenwoordigt de Regering [...] het Gewest in en buiten rechte. Zij wordt gedagvaard aan het kabinet van de voorzitter van de Regering. De in dit artikel bedoelde rechtsgedingen van [...] het Gewest, als eiser of als verweerder, worden gevoerd namens de Regering, ten verzoeken van het door deze aangewezen lid.”

Het staat dus niet aan de wetgever om zoals in paragraaf 1 van de voorliggende bepaling, te bepalen dat “elke ambtenaar van Brussel Fiscaliteit [...] de verschijning in persoon in naam van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest [kan] verzekeren” in het kader van gerechtelijke procedures.

Het is aan de regering of, in voorkomend geval, aan de betrokken minister om te beslissen of hij zijn bevoegdheden ter zake delegeert of subdelegeert aan ambtenaren.

Paragraaf 1 van de voorliggende bepaling moet dan ook worden weggelaten.

Artikel 10

Luidens het voorliggende artikel

“[kunnen] de op grond van de bepalingen van deze ordonnantie aangewezen personeelsleden [...] in het belang van de dienst een beroep doen op privédienstverleners om hun taken geheel of gedeeltelijk uit te voeren”.

¹⁶ Bij artikel 38 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 wordt die bepaling toepasselijk gemaakt op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zoals de gemachtigden van de minister hebben bevestigd, zou een beroep moeten worden gedaan op externe dienstverleners met toepassing van de wetgeving inzake overheidsopdrachten.

In de ontworpen tekst wordt geen enkele beperking opgelegd wat betreft de aard van de taken, waarvoor aldus een beroep zou kunnen worden gedaan op privédienstverleners. Zodoende is de tekst vatbaar voor kritiek, aangezien de op basis van de ontworpen ordonnantie aangewezen personeelsleden ertoe gebracht zouden kunnen worden een beroep te doen op privédienstverleners om taken uit te voeren, waaronder de uitoefening van een onderdeel van de openbare macht begrepen is, zoals dat meer bepaald het geval is met de authenticering van akten. De gemachtigden van de minister hebben evenwel verduidelijkt dat het, ingeval voor het verlijden van authentieke akten een beroep wordt gedaan op externe dienstverleners, de bedoeling was die taak toe te vertrouwen aan notarissen. Deze laatsten zijn evenwel openbare ambtenaren en geen gewone “privédienstverleners”.

Het is hoe dan ook overbodig een wetsbepaling te voorzien waarin wordt bepaald dat een administratie, met toepassing van de wetgeving inzake overheidsopdrachten, een beroep kan doen op externe dienstverleners. Een dergelijke bepaling voegt niets toe aan de rechtsordening.

Het zou dan ook beter zijn artikel 10 te schrappen.

Artikel 11

Om dezelfde reden als die welke aangegeven is in opmerking 1 met betrekking tot artikel 4, dienen in het eerste lid de woorden “minister van Financiën en Begroting” te worden vervangen door het woord “Regering”.

Artikel 12

Luidens de voorliggende bepaling “stelt [de regering] alle nodige nadere regels vast voor de uitvoering van deze ordonnantie”.

Naar het zich laat aanzien doet de ontworpen tekst zodoende niets anders dan herhalen dat de regering, krachtens artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980¹⁷, de verordeningen vaststelt en de besluiten die nodig zijn voor de uitvoering van de ordonnanties. Een dergelijke herhaling is overbodig en moet worden weggelaten.

¹⁷ Bij artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 wordt die bepaling van toepassing verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Indien het de bedoeling is de regering een of meer bijzondere bevoegdheden te verlenen die verder reiken dan het aannemen van enkel de maatregelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de ontworpen ordonnantie, dient de wetgever deze bevoegdheden beter af te bakenen en de strekking ervan beter te omschrijven, waarbij ze noch te ruim noch te vaag mogen blijven.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 13

Luidens de voorliggende bepaling zou de ontworpen ordonnantie moeten terugwerken tot 1 januari 2015.

Er wordt aan herinnerd dat terugwerkende kracht van een wettekst alleen aanvaardbaar is bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De steller van het voorontwerp behoort aan te tonen dat *in casu* aan die voorwaarden is voldaan.

Als dat het geval zou zijn en doordat de ontworpen ordonnantie aldus uitwerking zou hebben op 1 januari 2015, zou niet moeten worden aangegeven dat ze in werking treedt de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

SLOTOPMERKING

De ontworpen ordonnantie houdt in dat het koninklijk besluit van 3 november 1960 ‘betreffende de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, van de staatsinstellingen en van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft’ en artikel 61 van de programmawet van 6 juli 1989 opgeheven moeten worden.¹⁸

Er dient ook te worden opgemerkt dat de ordonnantie van 19 juli 1990 ‘houdende bevoegdheidsverklaring van de Administratie van de belasting op de toegevoegde waarde, registratie en domeinen tot het uitvoeren van bepaalde vermogensrechtelijke verrichtingen voor rekening van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en van de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen’ thans overbodig is geworden, doordat daarin het geval geregeld werd waarbij een beroep wordt gedaan op de diensten van de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de federale overheid. Er zou dus moeten worden bepaald wat er met die ordonnantie moet gebeuren.

Tot slot zou nog moeten worden bepaald wat er dient te gebeuren met wetsbepalingen – zoals bijvoorbeeld artikel 75 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke

¹⁸ Die opheffing zou uiteraard alleen gelden binnen de bevoegdheidssfeer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Ordering – die specifiek vaststellen en regelen hoe de comités tot aankoop van onroerende goederen optreden binnen de bevoegdheidssfeer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT